



Les nouvelles du ReSad

Les réseaux internationaux de Drynet et du ReSad se sont associés à travers leur partenaire commun GCoZa Mali. Cette action va augmenter l'audience des deux réseaux : en offrant une fondation plus forte pour Drynet au Sahel ainsi qu'une meilleure visibilité pour le ReSad sur la scène internationale.

N°3- Février 2012

EN 2011, L'UNCCD A INVESTI LE CALENDRIER INTERNATIONAL, QU'EN EST-IL SUR LE TERRAIN ?

En 2011, deux événements des Nations Unies sur la Désertification ont précédés la dixième conférence des parties (COP10), la 9ème session du comité de revue de l'UNCCD (CRIC9) en février et l'assemblée générale des Nations Unies qui a accueilli une réunion sur la désertification en septembre 2011.

A Changwon, en Corée du Sud, du 10 au 21 octobre 2011, le GTD et le RéSad ont contribué aux travaux de la société civile de la COP10 que ce soit par les déclarations en plénière, les deux sessions de dialogue avec les Parties mais aussi par la revue quotidienne des organisations de la société civile (OSC). Cette publication a notamment permis de diffuser jour après jour les cartes postales des réseaux GTD/RéSad/DRYNET caricaturant certains points de l'agenda officiel des négociations ; celles portant sur le conflit entre Mécanisme Mondial et le Secrétariat ainsi que celle portant sur le PRAIS ont contribué à leur manière aux négociations.

Concernant la société civile, on notera deux décisions majeures :

- La décision 5/COP.10 sur les procédures révisées pour l'accréditation des OSC. Si l'on peut être satisfaits des nouvelles procédures d'accréditation des OSC plus contraignantes allant vers une participation effective des OSC, il faudra néanmoins être vigilant quant à l'ouverture au secteur privé.
- Et la décision 14/COP.10 sur le format et des directives méthodologiques de rapports pour les OSC. Même s'il s'agit ici clairement d'un appel plus fort à la contribution des OSC, un ensemble de facteurs limitent la soumission de ces rapports comme les aspects financiers, les capacités de se conformer au format de l'UNCCD, la possibilité de se situer comme partie prenante au dialogue avec les Parties dans les pays du Sud et d'une manière générale de coordination entre OSC. Cette dimension est d'ailleurs évoquée en termes d'appel au travail en réseau.

Enfin, une question est restée en suspens dans le dialogue interne à la société civile, à savoir le projet de structurer celle-ci sous forme d'une alliance mondiale.



Sommaire

Au Mali, le GCOZA pose les bases du travail pour le RESAD et Drynet.....	page 2
Au Burkina Faso, la concertation entre état et société civile se renforce	page 2
Au Niger, le CNCOD, toujours dans la dynamique.....	page 3
En France, le GTD représenté à l'AG des Nations Unies.....	page 3
Agenda.....	page 4
On en parle.....	page 4
Publications.....	page 4

En perspectives

Une fois de plus, les discussions ont été monopolisées par des questions administratives sur le fonctionnement lui-même de l'UNCCD au détriment du combat à mener. On ne peut qu'espérer qu'à l'aune de Rio+20, l'UNCCD fixera enfin des objectifs chiffrés à atteindre en terme de réhabilitation des terres et d'amélioration des conditions de vie des populations en zones arides.



AU MALI, LE GROUPE DE COORDINATION DES ZONES ARIDES POSE LES BASES DU TRAVAIL POUR LE RÉSED ET DRYNET

Dans le cadre du Réseau Sahel Désertification et de Drynet au Mali, le Groupe de Coordination des Zones arides Mali (GCOZA Mali) a réalisé une enquête de caractérisation des acteurs impliqués dans le domaine de la lutte contre la désertification. Cette activité a été commanditée par GCOZA Mali et le Cabinet d'Assistance pour le Développement Participatif (CADP) fut retenu pour exécuter l'étude.

L'enquête permet de faire le point de la participation des organisations de la société civile dans le dialogue politique et la mise en œuvre des politiques interférant avec la lutte contre la désertification.

Il en ressort essentiellement d'encourager les échanges entre les acteurs intervenant dans le domaine de la lutte contre la désertification, sur les approches et les contraintes ; de mobiliser davantage de ressources internes en faveur de la lutte contre la désertification ; de mener des réflexions en vue de trouver et de simplifier les outils et mécanismes de financement des partenaires au développement dans le cadre de la lutte contre la désertification ; le besoin d'assurer l'information des acteurs sur les opportunités de financement et de renforcer les capacités pour maîtriser les mécanismes et outils de financement. Enfin une analyse des acteurs et leurs actions sera effectuée afin d'orienter le futur plan d'action du Réseau au Mali (RéSaD/Drynet). Cette caractérisation sera directement suivie par la formation des 30 acteurs caractérisés aux techniques de montage et de gestion des petits projets surtout de lutte contre la désertification.



Dr Adama Coulibaly chercheur IER dans le champs d'expérimentation de l'ONG à Madina Kacolo, Cercle de Nara/Région de Koulikoro



Mme Tembely Présidente de l'ONG Ya G Tu dans un champs d'expérimentation du projet Système de production agricole durable face aux changements climatiques à Badiangara/Région Mopti

A retenir

L'étude a pu identifier un certain nombre d'acteurs qui interviennent dans le domaine de la lutte contre la désertification au Mali, à savoir les organisations communautaires à la base (OCB), les Organisations Non Gouvernementales (ONG), les Services Techniques, les Faïtières et partenaires financiers. Bien sur, cette liste des intervenants identifiés n'est pas exhaustive et ce travail d'identification pourra être poursuivi dans les années à venir.



AU BURKINA FASO, LA CONCERTATION ENTRE ÉTAT ET SOCIÉTÉ CIVILE SE RENFORCE

Les 24 et 25 novembre 2011, se sont tenues les Premières Journées Nationales de Concertation Etat-ONG/Associations de Développement. Les participants au nombre de 150 sont issus des catégories d'acteurs suivantes : acteurs étatiques (Ministres, Gouverneurs de régions, Directeurs centraux, régionaux et provinciaux, ...), acteurs locaux (Maires de communes, Présidents de conseils régionaux), société civile (responsables d'ONG/Associations de développement) et Partenaires techniques et financiers. Placée sous la présidence du Premier Ministre, et co-présidé par le Président du Conseil d'Administration du SPONG et le Ministre de l'Economie et des Finances, la rencontre était placée sous le thème « *Politiques nationales de développement et concertation : la contribution des ONG à la mise en œuvre de la Stratégie de croissance accélérée et de développement durable (SCADD)* ». Au cours des travaux le Premier Ministre a eu des échanges directs avec les premiers responsables des 50 ONG/Associations sur diverses thématiques du développement, le financement publique de la société civile, la situation agricole 2011 du Burkina, les politiques publiques, etc.



Vue partielle des participants aux JNC Etat-ONG Vebama, Tiao



Le présidium des journées.
De G à D : M. Lucien, Ministère de l'Economie et des Finances, S.E Luc Adolph, Premier Ministre et Rév. Moïse NAPON, PCA du SPONG

Perspectives

Les principaux enseignements de ces journées sont entre autres son institutionnalisation et sa déconcentration (national, régional, provincial, communal), le relèvement de la concertation au plus haut niveau du Gouvernement, la disponibilité du gouvernement à examiner le financement publique de la société civile. La co-présidence consacre ainsi le SPONG dans son rôle de Chef de file de la société civile pour valoriser la contribution.



LE CNCOD, TOUJOURS DANS LA DYNAMIQUE DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE NIGÉRIENNE

Dans ce cadre que le programme d'action National pour l'Adaptation (PANA), le CNCOD a organisé trois ateliers en vue de renforcer la société civile de huit régions du Niger.

En effet, après Tahoua, c'est Zinder qui a abrité la deuxième d'une série de formation et de sensibilisation engagée par le CNCOD sur l'intégration des changements climatiques et l'adaptation dans les projets et Programmes de Développement Locaux des ONG et associations de Développement. Ainsi une cinquantaine d'acteurs de la société civile responsable d'ONG ont bénéficié de cette formation qui, au-delà de la dimension changement climatique, a abordé les questions des bonnes pratiques en prenant l'exemple du système de collecte de l'UNCCD, le système PRAIS. Des structures participantes à cette session ont leur motivation à être accréditée auprès de ces conventions pour qu'elles soient informées de l'état d'avancement de négociations ; mais surtout pour qu'elles puissent partager leurs expériences sur les bonnes pratiques avec d'autres ONG Africaines et ou d'autres continents comme le CNCOD et RéSaD souhaitent le développer au niveau national et sahélien.

Le CNCOD a organisé une autre rencontre d'information et de sensibilisation des acteurs de la société civile sur le Programme Pilote pour la Résilience Climatique (PPCR) dont le Niger est un des pays sélectionnés et bénéficiaires. Le PPCR vise à piloter et démontrer comment les risques climatiques peuvent être intégrés dans la planification du développement de base et la mise en œuvre des actions de changements climatiques au profit des communautés. Le CNCOD a saisi cette opportunité pour informer les acteurs de ce programme qui offre des possibilités de financement aux communes du Niger.



Perspectives

Le CNCOD entend renforcer les capacités d'ONG membres sur les 3 conventions postes RIO afin de constituer une synergie dans les interventions pour une efficacité dans les actions. Il entreprendra des actions de lobbying auprès des partenaires au développement et des autorités en vue de la pleine implication des ONG/AD et OCB dans l'application des dispositions de ces conventions.

Dans ce sens, une participation active du CNCOD est attendue pour le forum de l'eau en mars à Marseille et RIO + 20 au Brésil en juin prochain.



France | LE GTD REPRÉSENTÉ À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES



L'Assemblée Générale des Nations Unies (AGNU) a convoquée le 20 septembre 2011, une réunion de haut niveau sur la désertification dans lequel était prévue la « participation de la société civile ».

Le CARI, sélectionné par l'UNCCD comme l'un des deux représentants de la société civile à cet événement a saisi l'opportunité pour contribuer activement à travers les réseaux d'acteurs comme le GTD (France), RADD0 (oasis Maghreb), RéSaD (Mali, Burkina, Niger) ou DRYNET (Asie, Afrique, Europe, Amérique latine). C'est grâce au soutien financier du ministère des affaires étrangères françaises que le CARI a pu participer à cet événement, témoin du partenariat établi entre l'état français et le GTD sur la question de la désertification.

Ouverte par Ban Ki-moon, la session réunissait une quarantaine de chefs d'états et de gouvernements et autant de ministres. Le CARI y disposait de 3 minutes pour convaincre. Dans un agenda serré qui menaçait de l'exclure, il fut le dernier à prendre la parole alors qu'une trentaine d'orateurs n'ont tout simplement pas pu

s'exprimer faute de temps. Le soutien à l'UNCCD a été affirmé haut et fort et les liens avec le changement climatique et la lutte contre la pauvreté largement étayés. La petite phrase de l'Allemagne estimant « qu'il y a vingt ans on s'est trompé en sous-estimant le problème de la désertification et la dégradation de terres » marque sans doute un changement d'attitude de la communauté internationale sur ce sujet.

Extrait du discours de Patrice Burger – CARI

"A la fin de cette journée à New York nous aurons perdu en tant qu'habitants de la planète près de 4200 hectares de terre utiles par érosion, 16 millions de tonnes de sols à cause de nos mauvaises pratiques agricoles et 83 000 hectares de nouveaux espaces désertiques se seront formés. Sous l'effet conjoint de la dégradation des terres et de la croissance démographique les espaces cultivables par habitant dans le monde se sont réduits de 2 à 0.4 hectares en 110 ans de 1900 à 2010. A quelle « terre patrie », quel « home », quelle « heimat » pourrons prétendre ceux qui viendront après nous ?"

Agenda



Un espace « Terres arides et oasis » au forum mondial de l'eau – du 12 au 17 mars 2012

Le CARI, avec ses partenaires du Nord et du Sud, animera un espace Terres arides et Oasis : un lieu convivial pour les décideurs et des acteurs des oasis et terres sèches afin d'y présenter réflexions, analyses et bonnes pratiques pour le développement. Sous des tentes caïdales, on trouvera projections, expositions, documentations, animations pédagogiques, conférence / débat et un espace nomade.

> **Programme disponible sur : www.cariassociation.org**

De nouvelles procédures d'accréditation pour les organisations de la société civile à l'UNCCD

Date limite : 30 mars 2012

D'après la décision 5/Cop10, les organisations de la société civile accréditées à la Conférence des Parties doivent soumettre au secrétariat : une confirmation écrite de leur intérêt à rester accréditées et une déclaration selon laquelle aucun changement n'a eu lieu dans leur statut, la personnalité juridique, les organes directeurs, la composition et les autres exigences qui peuvent empêcher que leurs droits soient admis aux séances de la Convention avec le statut d'observateur.

> **Plus d'infos : www.unccd.int**

Programme de gestion durable des terres

Après une année 2011 consacrée à la définition et à la mise en place des différents outils de suivi du programme, ainsi qu'à l'établissement des procédures du Programme Régional de gestion durable des terres et d'adaptation aux changements climatiques au Sahel et en Afrique de l'Ouest (PRGDT). Ce programme financé par l'Union Européenne, le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM) et le Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI) va lancer un appel à projets début 2012.

> **Plus d'infos : www.cills.bf**

On en parle

La Grande Muraille Verte consulte la société civile

Après la phase de conceptualisation de la Grande Muraille Verte (GMV), la Commission de l'Union Africaine à travers l'Agence Panafricaine de GMV et avec l'appui de l'Union Européenne et la FAO envisage d'aborder la phase de mise en œuvre de l'initiative et de lui donner toutes les chances de succès. A cet effet, Ouagadougou la capitale du Burkina Faso a abrité du 13 au 15 Décembre 2011, une réunion technique d'Experts dont l'objectif principal est de « donner à l'unité de coordination du projet, des orientations concrètes pour la formulation d'une stratégie régionale harmonisée de mise en œuvre de l'initiative de la Grande Muraille Verte ». Les questions abordées au cours des échanges interactifs ont concerné les points de vue, les concepts, visions, stratégies, méthodologie, approches et plans d'actions des différents acteurs (États, société civile, collectivités territoriales, partenaires techniques et financiers, ...). Le RéSaD et Drynet ont participé à cette consultation et ont plaidé particulièrement pour une forte implication de la société civile et des bénéficiaires dans toutes les étapes du processus (de la conception au suivi-évaluation). Sur la question, les experts ont dégagé un consensus et conviennent que c'est une des conditions de réussite de la mise en œuvre.

...A suivre

Publications



Partager l'eau et ses bénéfices : les leçons de six grands barrages en Afrique de l'Ouest

Le consortium UICN/IIED dans le cadre de la Global Water Initiative (GWI) propose une publication qui passe en revue l'expérience vécue dans le cadre de six barrages au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal, du point de vue du «partage des bénéfices» avec les populations locales : profit réel des barrages, partage des multiples conséquences positives de l'utilisation de l'eau entre les différents acteurs.

> **Plus d'infos : www.csf-desertification.org**



Plaidoyer et lutte contre la désertification

Conçu dans le cadre des activités du Groupe de travail désertification, ce document s'adresse à tous les acteurs qui souhaitent entreprendre des actions de plaidoyer : des arguments de base en faveur de la lutte contre la désertification ; des outils et méthodes pour réaliser une campagne de plaidoyer ; l'expérience du CARI au sein des réseaux GTD, eniD, RéSaD et Drynet concernant le suivi du processus de la convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CNULD).

> **Document téléchargeable sur : www.gtdesertification.org**

Membres



DRYLANDS
COORDINATION
GROUP



Réseau Sahel
Désertification

Rue du courrier - 34380 Viols le Fort
Tél. : 00 33 (0)4 67 55 61 18 - Fax : 00 33 (0)4 67 55 74 37
resad@cariassociation.org
www.cariassociation.org/resad

Partenaires



eniD

